

R E P U B L I Q U E D U C A M E R O U N

PAIX - TRAVAIL - PATRIE



RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE 2017

CHAPITRE 26

**MINISTERE
DE LA JEUNESSE ET
DE L'EDUCATION CIVIQUE**

VERSION FRANÇAISE

SOMMAIRE

	NOTE EXPLICATIVE	4
1.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	5
1.1.	RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE	6
1.2.	PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE	9
1.3.	CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES	11
1.4.	AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2017	12
2.	ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	14
2.1.	PROGRAMME 346: EDUCATION CIVIQUE ET INTEGRATION NATIONALE	15
2.1.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	16
2.1.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	16
2.1.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017	17
2.1.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017	19
2.2.	PROGRAMME 347: INSERTION SOCIO-ECONOMIQUE DES JEUNES	22
2.2.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	23
2.2.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	23
2.2.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017	24
2.2.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017	27
2.3.	PROGRAMME 348: GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL AU MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DE L'EDUCATION CIVIQUE	32
2.3.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	33
2.3.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	33
2.3.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017	34
2.3.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017	35
3.	BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES	46

3.1.	RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE	47
3.2.	LEÇONS APPRISES	49
3.3.	PERSPECTIVES	49

NOTE EXPLICATIVE

1. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

1.1. RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE

L'action du Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique a pour socle le DSCE qui s'appuie lui-même sur la Vision du développement global. Cette Vision fait du Cameroun à l'horizon 2035 « un pays émergent, démocratique et uni dans sa diversité ».

Dans cette optique, le Gouvernement entend bâtir une économie forte et compétitive. Aussi un accent particulier est-il mis sur la formation du capital humain à travers l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies sectorielles.

Au regard des missions qui lui sont assignées par le Décret N°2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement, le MINJEC contribue grandement à l'atteinte de cet objectif, dans le cadre de l'éducation civique, de l'insertion socioprofessionnelle, de l'intégration nationale, de la culture démocratique et de la culture de la paix et surtout de la mise en œuvre des très hautes directives du Président de la République, Chef de l'État contenues dans son message à la jeunesse du 10 février 2016, relative l'implémentation d'un Plan Triennal Spécial Jeunes (PTS-Jeunes) pour la facilitation et l'accélération de l'insertion économique de la jeunesse.

Ces différentes missions sont précisées dans la revue des programmes pour le triennat 2017 – 2019 et le Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT 2017-2019). De ces outils de pilotage, s'est décliné le budget programme et le Programme de Performance des Administrations (PPA) 2017 qui a fait l'objet d'une pré-évaluation au cours des pré-conférences budgétaires tenues au Ministère des Finances en juillet 2016. Chacun de ces programmes est décliné en actions, activités et tâches dans la Revue des programmes et le CDMT.

Dans le présent exposé, nous donnerons les points d'ancrage des programmes de notre département ministériel dans les domaines de l'éducation civique, de l'insertion socioéconomique et de l'intégration nationale.

a- Éducation Civique

Au Cameroun, la nécessité de renforcer l'éducation civique s'impose aujourd'hui face à la montée fulgurante des actes inciviques, de l'immoralité et de la crise généralisée des valeurs essentielles de paix, de travail, de solidarité et de tolérance.

Au regard des missions à lui assignées, le MINJEC est considéré comme chef de file de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique du Gouvernement dans le domaine de la jeunesse, de l'éducation civique et de la promotion de l'intégration nationale.

Dès lors, il apparaît nécessaire voire impératif de repenser la société camerounaise afin

de mettre en place une nouvelle gouvernance éducative visant un réarmement moral des populations et une gestion optimale des ressources humaines, matérielles et financières.

Pour cela, la réforme des programmes, suite à l'élaboration du « *Référentiel National d'Education Civique* » a constitué une opportunité. Ce document concerne tous les niveaux d'éducation (maternelle, primaire, secondaire, supérieur, extrascolaire et professionnelle) et les différents groupes sociaux. Par ailleurs, il a permis en tant que document de référence, d'élaborer des documents cadres et des stratégies sectorielles permettant d'organiser avec efficience le lancement officiel de la campagne nationale d'éducation civique et d'intégration nationale, par le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, sur le thème : « **Ma contribution citoyenne pour l'avènement d'un Cameroun exemplaire** ».

En effet, l'organisation de la campagne nationale d'éducation civique, en 2014 dans ce contexte, a constitué en réalité une occasion idoine pour le MINJEC de déclencher la dynamique de travail collectif de toutes les parties prenantes en vue d'impliquer toutes les catégories de citoyens à s'approprier les enjeux de la campagne et la réappropriation par ces strates sociales, des valeurs civiques et morales devant leur permettre de contribuer à l'avènement d'un Cameroun exemplaire.

En 2015, 5 338 clubs d'éducation civique et d'intégration nationale ont été mis sur pied sur l'ensemble du territoire. De même 546 médiateurs communautaires ont été formés à raison de 396 dans les 9 Régions et 150 dans la Région du Centre. La mise en situation de cette cuvée s'est faite à travers une cérémonie officielle de lancement par le MINJEC et certains membres du gouvernement le mardi 26 juillet 2016 à l'esplanade de l'hôtel de ville de Yaoundé. Cette dynamique va se poursuivre sur l'étendue du territoire national avec l'intensification de la campagne à travers la mise en œuvre du Projet d'Education Populaire, Civique et d'Intégration Nationale (PEPCIN), l'opérationnalisation du Programme National de Volontariat (PNV) et la restructuration des structures d'encadrement de proximité des populations en éducation civique que sont les Centres de Reference de l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement (ASCNPD) et le Centre National d'Education Populaire et Civique (CNEPCI).

b- Insertion socio-économique

Selon le document "Cameroun : vision 2035", la stratégie de développement social visera à améliorer le niveau de développement humain. Elle permettra également le relèvement des indicateurs d'espérance de vie à la naissance, de santé, d'éducation, d'emploi, de participation à la vie sociale. C'est dans cette perspective que s'inscrivent les actions que notre département ministériel entend mener au cours des trois prochains exercices budgétaires.

Les éléments d'ancrage du MINJEC au DSCE sont perceptibles au [paragraphe 343], page 90, consacré à la promotion de l'emploi des jeunes à travers des programmes spécifiques existants.

Dans le cadre du prochain triennat, il s'agira pour le MINJEC de poursuivre et d'intensifier les actions jusqu'ici entreprises en faveur de la promotion économique des jeunes, et d'envisager de nouvelles perspectives visant à booster l'accès des jeunes à l'emploi et à l'auto-emploi. Un accent particulier sera mis pour l'essentiel sur les activités de l'Observatoire National de la Jeunesse (ONJ), du Programme d'Appui à la Jeunesse Rurale et Urbaine (PAJER-U), du Projet d'Insertion socio-économique des jeunes par la création des micro-entreprises de Fabrication du Matériel Sportif (PIFMAS), du Fond National d'Insertion des Jeunes (FONIJ), du Service Civique National de Participation au Développement (SCNPD). Le MINJEC se propose de renforcer la mise en œuvre effective du Programme d'Aide au Retour et à l'Insertion des Jeunes de la Diaspora (PARI-JEDI), en mettant un accent particulier sur le financement des initiatives portées par ces jeunes, l'accompagnement de la diaspora dans ses actions de participation à la construction nationale, et la réintégration des migrants de retour en détresse.

Dans le but de favoriser l'insertion des jeunes formés dans les Centres Multifonctionnels de Promotion des Jeunes (CMPJ), le MINJEC envisage de mettre en place des pépinières d'entreprises dans les structures d'encadrement des jeunes relevant de son ressort, et de mener des actions de suivi de l'installation en emploi des jeunes sortis des CMPJ, conformément au décret 2012/565 du 28 novembre 2012 portant organisation du Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique.

Conformément aux orientations déclinées dans le DSCE, les priorités du Ministère consistent notamment à :

- maîtriser des savoir-faire requis sur le marché de l'emploi des jeunes et préparer les bénéficiaires à la création d'emplois ;
- garantir une formation continue étendue et doublée d'un système de valorisation des acquis de l'expérience des jeunes ;
- améliorer la gestion et la gouvernance des systèmes.

Parlant du DSCE, il convient de rappeler qu'il réaffirme la volonté du Gouvernement de poursuivre la contextualisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) dans leur ensemble plaçant résolument le défi de la croissance et de la création d'emplois au centre de ses actions en faveur de la réduction de la pauvreté.

Au-delà des missions assignées au MINJEC, il est important de rappeler que de manière récurrente, le Chef de l'État dans ses discours ne cesse de rappeler l'intérêt d'une bonne gouvernance qui est l'un des éléments essentiels à la marche vers le vivre ensemble harmonieux et la bonne exécution des projets que le Ministère développe afin de lutter contre le chômage des jeunes.

c- Intégration nationale

Le développement du Cameroun nécessite la mobilisation efficiente de toutes les énergies dans un cadre de cohabitation harmonieuse. Elle exige également le renforcement de l'intégration et de la mobilisation nationale, ainsi que la consolidation du processus démocratique.

Parlant de l'intégration et de la mobilisation nationale, il s'agit d'amener les camerounais à dépasser les identités primaires pour s'associer à la construction d'une société plus apte à faire face à la mondialisation et à ses nombreux défis.

Les différentes initiatives dans ce sens devraient s'articuler autour de l'inculturation et de l'ouverture comme tremplins du développement. La promotion systématique du mérite comme facteur de base du progrès social contribuera à diffuser le sentiment d'une égalité de chances offerte à tous, sans distinction d'aucune sorte.

Par ailleurs, l'intégration devra trouver dans le développement économique et dans le développement des infrastructures de communication et de télécommunications, un facteur de stimulation important à travers le développement des échanges et l'interpénétration des cultures.

La consolidation du processus démocratique suppose un fonctionnement harmonieux de l'Etat, des partis politiques et de la société civile, selon les règles du jeu. Cela nécessitera le renforcement de la participation des populations à travers un ensemble d'actions orientées vers l'éducation, la formation et la sensibilisation.

Plusieurs axes devront être déclinés en stratégies opérationnelles dans l'optique de l'intégration nationale :

- l'intégration et la mobilisation nationales ;
- la promotion des valeurs communes ;
- la participation de toutes les catégories ou groupes sociaux au processus de prise de décision ;
- la lutte contre les forces centrifuges ;
- la solidarité et la redistribution équitable des richesses ;
- le développement équilibré et harmonieux du territoire ;
- la mobilisation citoyenne et le réarmement moral ;
- la communication sociale.

Source : « Cameroun Vision 2035 » pages 41 et 43

1.2. PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE

Les missions dévolues au Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique par rapport à celles de l'ex Ministère de la Jeunesse se sont sensiblement étoffées. À travers la réorganisation gouvernementale du 09 décembre 2011, le Chef de l'État a non seulement reconduit le Ministère en charge spécifiquement de l'encadrement de la jeunesse, mais lui a assigné une autre mission importante à savoir, l'éducation civique des populations, ceci dans l'optique de parvenir à une République exemplaire déclinée dans son plan de société du Septennat des Grandes Réalisations.

En effet, selon les dispositions de l'article 24 du Décret n°2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement, le Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique du Gouvernement dans le domaine de la jeunesse, de l'éducation civique et de la promotion de l'intégration nationale.

À ce titre, il est chargé :

- de l'élaboration et de la mise en œuvre des stratégies appropriées pour faciliter la contribution de la jeunesse au développement du pays et à la promotion des valeurs de paix, de travail, de démocratie et de solidarité ;
- de l'éducation citoyenne et morale de la jeunesse ;
- de la prise en compte des préoccupations des jeunes dans les stratégies de développement dans les différents secteurs ;
- de l'insertion sociale des jeunes ruraux et urbains ;
- de la promotion de l'intégration nationale ;
- de la promotion économique et sociale des jeunes et de leurs associations ;
- du suivi des activités des mouvements de jeunesse.

Il suit les programmes gouvernementaux d'appui destinés à l'encadrement des jeunes en milieu urbain et/ou rural et exerce la tutelle sur les organismes relevant de son domaine de compétence notamment : le Service Civique National de Participation au Développement (SCNPD) et le Conseil National de la Jeunesse du Cameroun.

Sur le plan stratégique, le MINJEC partage les mêmes cibles d'action avec plusieurs départements ministériels. Dans le domaine de la formation professionnelle, il offre aux apprenants à travers les Centres Multifonctionnels de Promotion des Jeunes (CMPJ), un encadrement et un accompagnement extrascolaires, en vue de leur épanouissement. Ici, le MINEFOP est incontestablement considéré comme le chef de file, tandis que le MINJEC y apparaît comme intervenant avec d'autres départements ministériels qui œuvrent dans ce domaine.

S'agissant de la culture de la paix et de la culture démocratique, le MINJEC y intervient à divers niveaux, en fonction de sa cible.

Pour terminer, sur le plan technique, il convient de relever le caractère transversal des actions du MINJEC qui se déploie aussi bien dans le secteur social, que dans le secteur de l'éducation et de la formation professionnelle, indépendamment de la nouvelle nomenclature du MINEPAT concernant la répartition des ministères par secteurs d'activités.

Ces domaines d'intervention couvrent entre autres les fonctions principales suivantes :

- formation professionnelle ;
- enseignement hors niveau ;
- affaires communes de la jeunesse ;

- vie associative des jeunes ;
- lutte contre les maladies, épidémies, urgences et catastrophes ;
- protection sociale, assainissement et protection de l'environnement.

1.3. CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES

Les trois programmes du Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique ont été mis en œuvre en 2017 dans un environnement marqué par les principaux éléments de contexte suivants : la poursuite de la mise en œuvre de l'organigramme, la poursuite de la mise en œuvre progressive des résolutions et recommandations du colloque, l'appui aux structures d'accompagnement pour le suivi-évaluation des activités sur l'étendue du territoire national, la poursuite de l'opérationnalisation de l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement, la poursuite de l'insertion sociale et économique des jeunes urbains et ruraux, le développement du volontariat, la poursuite de l'opérationnalisation du Conseil National de la Jeunesse du Cameroun (CNJC) par le renouvellement de ses organes dirigeant de base, de plus l'on note l'intensification des actions en faveur de la lutte contre les fléaux auprès des jeunes à travers le projet prévention primaire du VIH chez les adolescents et les jeunes, la mise œuvre du Plan Triennal Spécial-Jeunes (PTS-Jeunes) rappelé par le Président de la République lors de son discours à la jeunesse du 10 février 2017, la poursuite de la construction des structures d'encadrement de jeunes, la préparation de la Coupe d'Afrique des Nations 2019.

· **La poursuite de la mise en œuvre de l'organigramme**

A la suite des décrets Présidentiels N°2011/408 du 9 décembre 2011, portant organisation du Gouvernement et N° 2012/565 du 28 novembre 2012, portant organisation du Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique, des nouvelles missions ont été assignées à l'ex-Ministère de la Jeunesse qui, du même fait, est devenu Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique.

La mise en œuvre de ce nouvel organigramme, a permis la couverture de la carte administrative du Cameroun (360 délégations d'arrondissement, 58 délégations départementales, 10 délégations régionales, 364 CMPJ d'arrondissement, 58 CMPJ départementaux, 10 CMPJ régionaux et 02 CMPJ de référence).

Il est à noter que l'ouverture et le fonctionnement effectif de 434 Centres Multifonctionnels de Promotion des Jeunes vise à intensifier l'encadrement extra-scolaire de la Jeunesse.

· **La mise en œuvre progressive des résolutions et recommandations du colloque**

Organisé du 08 au 10 juillet 2013, sur le thème « Education Civique et Intégration Nationale : enjeux, défis et perspectives pour la construction d'un Cameroun exemplaire », le colloque international sur l'Education Civique et l'Intégration Nationale a réuni autour des professionnels

de jeunesse et animation, plus de 1800 participants issus du Gouvernement, des parlementaires, des représentants des organisations internationales, des universitaires, des experts, des acteurs de la société civile et du secteur privé, des représentants des administrations partenaires et des leaders des organisations et mouvements de jeunesse. Cette rencontre avait pour objectif de développer des stratégies et des mécanismes susceptibles de cultiver chez les camerounais l'esprit civique et patriotique et promouvoir un vivre ensemble harmonieux à travers la mobilisation de l'expertise nationale et internationale a débouché sur des recommandations.

- l'opérationnalisation de l'Agence du Service Civique National de Participation
- L'Aménagement et l'équipement des services ;
- la poursuite de l'insertion socioéconomique des jeunes urbains et ruraux
- La poursuite de l'opérationnalisation du Conseil National de la Jeunesse du Cameroun (CNJC)
- La mise œuvre effective du Plan Triennal Spécial-Jeunes (PTS-Jeunes) prescrit par le Chef de l'Etat dans discours du 10 février 2017 à la jeunesse
- La poursuite de la construction des structures d'encadrement de jeunes ;

La préparation de la Coupe d'Afrique des Nations 2019.

1.4. AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2017

- L'implémentation du Régime Financier de l'Etat ;
- La poursuite de la mise en œuvre du nouvel organigramme ;
- La persistance de l'incivisme des populations ;
- La persistance du chômage et du sous-emploi des jeunes ;
- L'insécurité aux frontières (Extrême-nord et Est du Cameroun).
- Le discours du Chef de l'Etat du 10 février 2017 rappelant la mise en œuvre du Plan Triennal Spécial-Jeunes (PTS-Jeunes).
- La persistance de l'insécurité liée aux activités de la secte terroriste BOKO HARAM.
- La préparation de la Coupe d'Afrique des Nations 2019.
- La persistance de l'incivisme et l'immoralité.
- La persistance des conduites addictives en milieux scolaire, universitaire et extrascolaire.
- La persistance des replis identitaires au Cameroun ;
- L'augmentation des flux migratoires aventuristes dont les conséquences sont extrêmement néfastes chez les jeunes ;
- L'appel lancé par le Chef de l'Etat à la diaspora camerounaise pour son intégration nationale et sa participation effective au développement ;
- Les retours massifs des jeunes migrants camerounais récupérés dans des zones de transit, et en situation de détresse dans certains pays d'accueil ;

- Les échéances électorales 2018 ;
- Les problèmes des sécessionnistes dans les régions du NORD – OUEST et de SUD – OUEST ;
- Les problèmes d’esclavages en Lybie ;
- Les problèmes d’émigration des jeunes dans l’hexagone.

2. ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

2017

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.1. PROGRAMME 346

EDUCATION CIVIQUE ET INTEGRATION NATIONALE

Responsable du programme

SANDJOK MARC ARMAND AIME

2.1.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme 346 concourt à la promotion de l'Education Civique, l'Intégration Nationale et la promotion du volontariat sur l'ensemble du territoire national. Conformément aux missions du Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique, il est question pour ce programme de :

- mettre en oeuvre un certain nombre d'activités en vue de faire face aux problèmes de dégradation des valeurs morales et civiques sur l'ensemble de la population en général, et chez les jeunes en particulier ;
- faire un état des lieux des problèmes qui mettent à mal l'Intégration Nationale tels que le repli identitaire et l'individualisme ;
- promouvoir la participation des populations aux travaux d'intérêts communautaires et susciter leur engagement aux activités de volontariat.

OBJECTIF	Promouvoir la culture de la citoyenneté auprès des populations	
Indicateur	Intitulé:	Nombre de personnes formées aux valeurs citoyennes par les structures d'encadrement du MINJEC
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	387305.0
	Année de référence:	2014
	Valeur Cible Année cible:	1.0655805E7 2019
Indicateur	Intitulé:	Niveau de mise en œuvre du référentiel camerounais d'éducation civique et d'intégration nationale
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	15.0
	Année de référence:	2014
	Valeur Cible Année cible:	100.0 2019
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: PROMOTION DE L'ÉDUCATION CIVIQUE Action 03: PROMOTION DU VOLONTARIAT Action 05: DÉVELOPPEMENT D'UNE OFFRE D'ÉDUCATION ET DE FORMATION EN ÉDUCATION POPULAIRE ET CIVIQUE	
DOTATIONS INITIALES	AE 5 153 440 000	CP 5 153 440 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	SANDJOK MARC ARMAND AIME,	

2.1.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le programme 346 du Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique a été exécuté dans un contexte marqué par la croisade contre la montée inquiétante de l'incivisme dans toutes les sphères sociales, la réglementation progressive des normes en matière de volontariat et des travaux d'intérêt communautaires, la nécessité du renforcement et de la modernisation des structures d'encadrement de proximité des populations en éducation civique, le renforcement

des capacités des formateurs et surtout les atteintes à l'inclusion sociale.

En effet, l'environnement social camerounais est caractérisé aujourd'hui, plus que par le passé, par un effondrement remarquable des valeurs civiques, morales et éthiques. Ainsi, les valeurs telles que l'amour de la patrie, le respect des institutions et des emblèmes de la République, le respect de la chose publique, la paix, la solidarité, l'honnêteté, l'intégrité, entre autres, sont en perte de vitesse.

En plus, on observe une forte tendance au repli identitaire, une amplification des déviances, surtout en milieu jeune, à travers des actes tels que le banditisme, l'abus de drogues et des substances illicites, les agressions, les vols, les viols, le sécessionnisme ...:

Il faudrait également relever l'organisation par le Cameroun des Coupes d'Afrique des Nations de 2016 et 2019 avec ses implications en termes de prise en main des populations sur le plan civique en vue d'une participation citoyenne à ces événements.

Le programme 346 a été également influencé par les activités de la secte islamique BOKO HARAM et des groupes sécessionnistes du NORD – OUEST et du SUD – OUEST.

2.1.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017

Le programme 346 avait pour objectif de Promouvoir la culture de la citoyenneté auprès des populations Conformément aux missions du Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique, il était question de mettre en œuvre un certain nombre d'activités pour faire face aux problèmes de dégradation des valeurs morales et civiques de la population en général, et chez les jeunes en particulier ; d'adresser les problèmes qui mettent à mal l'Intégration Nationale tels que le repli identitaire et l'individualisme, favoriser une plus grande implication des populations aux travaux d'intérêt communautaires et de volontariat et surtout assure un encadrement de proximité des populations à travers des structures de terrain. Ceci devait s'opérer à travers une démarche pédagogique, traduite par l'organisation des campagnes de sensibilisation sur l'Education Civique et l'Intégration Nationale, le développement des stratégies en vue d'intéresser les jeunes populations aux activités d'intérêt communautaires et de volontariat, le renforcement des capacités des populations et des jeunes en particulier en vue de les doter de compétences nécessaires à leur pleine participation au développement de la Nation.

A ce titre, de nombreuses actions ont été menées au cours de l'année 2017 :

- La préparation, la coordination et le suivi des fêtes et cérémonies officielles sur l'ensemble du territoire national;
- La pérennisation de la campagne nationale de l'éducation civique et de l'intégration nationale à travers l'opérationnalisation du Projet d'Education Populaire, Civique et d'Intégration Nationale, à la création des Clubs d'éducation civique et d'intégration nationale;

- **Le réarmement moral des jeunes inscrits à l'ONJ**
- **La poursuite de la création des clubs d'éducation civique en milieu scolaire, universitaire et dans les quartiers et villages;**
- **La production et la diffusion des supports de sensibilisation;**
- **La poursuite des activités de volontariat, les chantiers jeunesse et les activités d'Intérêt Général;**
- **La création et le développement des nouveaux Villages Pionniers ;**
- **Le développement du volontariat de mission ;**

La formation des relais éducatifs.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	1 070 122 personnes formées aux valeurs citoyennes par les structures d'encadrement du MINJEC	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	76.47	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 5 052 479 999	CP 5 052 479 999
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 100 960 001	Ecart CP 100 960 001
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 4 925 069 686	CP 4 925 069 686
TAUX DE CONSOMMATION	97,48 %	97,48 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	<p>Au regard de ces données et des résultats escomptés, le bilan apparaît mitigé pour des raisons liées à l'insuffisance des moyens financiers et aux difficultés inhérentes à l'arrimage au budget programme. Spécifiquement, l'on note une formulation approximative des indicateurs du programme. Cette incohérence se traduit par une appréhension superficielle ou irréaliste de la cible. En effet, l'indicateur ne permet pas de rendre compte de toutes les actions menées.</p> <p>De plus, l'élaboration des documents de référence étant en cours, la priorité a été donnée aux activités de sensibilisation et à l'opérationnalisation des structures mises en place à la suite des recommandations du colloque susmentionné dans les dix régions en vue d'implémenter les activités d'éducation civique et d'intégration nationale. De même les célébrations des fêtes officielles et des journées commémoratives ont donné l'opportunité de mener plusieurs activités sur l'Education Civique et l'Intégration Nationale bien que la cible soit difficilement</p>	
PERSPECTIVES 2018	<p>-sur le plan de la cohérence interne, reformulation des indicateurs de performance à la fois du programme, des actions et reformulation du programme 346 ;</p> <p>-sur le plan des activités, une réorientation des activités en fonction des cibles fixes et quantifiables ;</p> <p>- la mise en œuvre des plans d'actions issus des documents de référence.</p>	

2.1.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017

Dans le cadre de l'Education Civique et l'Intégration Nationale, la mise en œuvre des actions y relatives a permis d'atteindre les résultats techniques et performances présentées dans les tableaux ci-après :

Action 01 PROMOTION DE L'ÉDUCATION CIVIQUE									
OBJECTIF	Promouvoir les valeurs civiques, morales et éthiques auprès des populations en vue de leur pleine participation au processus de développement de la nation								
Indicateur	Intitulé:	Nombre de personnes formées sur les valeurs civiques, morales et éthiques						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 11,25	
	Unité de mesure	nb							
	Année de référence:	2014							
	Valeur de référence:	380305.0							
	Année cible:	2019							
	Valeur Cible	1.0134305E7							
	Réalisation exercice (Résultat technique):	1 019 327							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	5 071 500 000	5 071 500 000	4 976 940 000	4 976 940 000	4 849 429 687	4 849 429 687	97,44 %	97,44 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>L'action a été mise en œuvre dans un contexte marqué par :</p> <ul style="list-style-type: none"> La persistance de l'incivisme et l'immoralité des populations ; L'insécurité aux frontières (Extrême-nord et Est du Cameroun). La persistance de l'insécurité liée aux activités de la secte terroriste BOKO HARAM. La persistance des conduites addictives en milieu scolaire, universitaire et extrascolaire ; La persistance des replis identitaires au Cameroun ; <p>Les problèmes des sécessionnistes dans les régions du NORD – OUEST et de SUD – OUEST ;</p>								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<p>-Préparation, coordination et suivi des fêtes officielles (fête de la Jeunesse) ;</p> <p>-1 000 Appelés formés ;</p> <p>-30 000 personnes sensibilisées au changement de comportement ;</p> <p>-936 jeunes réarmés en présentiel, 8364 jeunes réarmés en ligne, pour un total de 9300 jeunes réarmés à l'ONJ ;</p> <p>- 57373 clubs d'éducation civique créent en milieu scolaire, universitaire et dans les quartiers et villages ;</p> <p>-880227 personnes encadrées et sensibilisées (opération vacances citoyennes et patriotiques 2017) ;</p> <p>-98 800 supports de sensibilisation produits et diffusés ;</p> <p>-979027 personnes sensibilisées sur les valeurs civiques, morales et éthiques ;</p> <p>- animation des équipes mobiles d'animation populaire urbaine et rurale(EMAPUR).</p>								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>Les ressources de l'action ont servi à l'organisation des fêtes officielles, la pérennisation de la campagne à travers l'opérationnalisation du Projet d'Education Populaire, Civique et d'Intégration Nationale, à la création des Clubs d'éducation civique et d'intégration nationale. De même, l'ASCNPD a poursuivi la formation des appelés.</p>								
Perspectives 2018	<p>Poursuite de l'action en 2018 par la multiplication des activités de sensibilisation de proximité à travers la formation des relais éducatifs, la mise en œuvre des clubs d'éducation civique et surtout la formalisation des Equipes Mobiles d'Animation Urbaine et Rurale.</p>								

Action 03 PROMOTION DU VOLONTARIAT

OBJECTIF	Développer les valeurs de volontariat au sein des populations camerounaises							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de personnes impliquées dans les activités d'intérêt communautaire				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 36.66	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		22894.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		99000.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		27 901					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	55 000 000	55 000 000	51 999 999	51 999 999	52 099 999	52 099 999	100,19 %	100,19 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Développement d'une culture du volontariat en tant que levier important de renforcement de la cohésion sociale et de l'intégration nationale et d'incitation de toutes les franges de la population à un engagement et à une participation, sans contrepartie, à la réalisation des objectifs de développement de la nation							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none"> -2548 volontaires ont été sélectionnés pour les activités de volontariat et les chantiers jeunesse ; -745 jeunes ont été engagés dans les activités de volontariat et les chantiers jeunesse ; -10 nouveaux Villages Pionniers créés ; -600 Volontaires Pionniers formés ; -50 000 personnes engagées dans les activités d'Intérêt Général et de Volontariat ; -50 volontaires de mission formés et placés 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Inadéquation entre les ressources allouées et les activités à mener							
Perspectives 2018	<p>L'activité devra se poursuivre par la mise en œuvre de la stratégie nationale du volontariat, l'intensification de la sensibilisation des populations aux valeurs du volontariat et la formation des populations et, surtout la mise en œuvre du Programme National de Volontariat et l'opérationnalisation du volontariat de mission.</p> <p>Par ailleurs, l'indicateur devra être reformulé afin de le mettre en cohérence avec l'objectif de l'action.</p>							

Action 05 DÉVELOPPEMENT D'UNE OFFRE D'ÉDUCATION ET DE FORMATION EN ÉDUCATION POPULAIRE ET CIVIQUE										
OBJECTIF	Améliorer la qualité et l'efficacité de la pratique éducative des formateurs et encadreurs d'éducation populaire et civique									
Indicateur	Intitulé:		Nombre de programmes éducatifs élaborés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		0	
	Unité de mesure		nb							
	Année de référence:		2014							
	Valeur de référence:		4.0							
	Année cible:		2018							
	Valeur Cible		15.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):		0							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE			
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP		
	26 940 000	26 940 000	23 540 000	23 540 000	23 540 000	23 540 000	100 %	100 %		
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Cette action a été mis en œuvre dans un environnement marqué par les principaux éléments de contexte suivants : la signature de convention cadre avec l'école citoyenne et politique de Yaoundé, la mise en œuvre du plan de redynamisation du CNEPCI, la poursuite de la campagne nationale d'éducation civique.									
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	78 formateurs formés en éducation populaire et civique (session de formation en lutte contre les flux migratoires, séminaire sur la participation politique et l'inclusion des femmes et des jeunes handicapés).									
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Cette action a été consacrée à la formation des éducateurs relais en éducation populaire et civique afin de poursuivre les campagnes éducatives de masse.									
Perspectives 2018	Les perspectives sont de rendre le CNEPCI opérationnel, c'est-à-dire la production des supports de sensibilisation en éducation populaire et civique, l'élaboration des programmes éducatifs, formation des formateurs et certification des formations									

2017

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.2. PROGRAMME 347

INSERTION SOCIO-ECONOMIQUE DES JEUNES

Responsable du programme

Mme RAHMATOU SADJO épouse MOLUH
Directeur de la Promotion Economique des Jeunes

2.2.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Ce programme opérationnel concourt à la promotion de l'insertion sociale et économique des jeunes à travers le développement de l'entrepreneuriat des jeunes, l'accompagnement des jeunes à l'insertion socioprofessionnelle, la promotion de l'insertion sociale des jeunes en difficulté, la promotion de la vie associative, la promotion de la participation des jeunes et le développement des structures d'encadrement des jeunes. Ces actions ont pour finalité la formation entrepreneuriale ou professionnelle des jeunes, et leur insertion dans le tissu économique.

OBJECTIF	Contribuer à l'insertion sociale et économique des jeunes	
Indicateur	Intitulé:	Nombre de jeunes formés dans les structures d'encadrement du MINJEC en vue de leur insertion sociale et économique
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	68354.0
	Année de référence:	2014
	Valeur Cible Année cible:	158729.0 2018
Indicateur	Intitulé:	Nombre de jeunes issus des structures d'encadrement du MINJEC et insérés dans le tissu économique
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	23101.0
	Année de référence:	2014
	Valeur Cible Année cible:	32651.0 2018
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: DÉVELOPPEMENT DE L'ENTREPRENEURIAT DES JEUNES Action 02: ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES FORMÉS DANS LES STRUCTURES DU MINJEC À L'INSERTION SOCIOPROFESSIONNELLE Action 04: PROMOTION DE LA VIE ASSOCIATIVE Action 05: PROMOTION DE LA PARTICIPATION DES JEUNES Action 06: DÉVELOPPEMENT DES STRUCTURES D'ENCADREMENT DES JEUNES	
DOTATIONS INITIALES	AE 6 157 530 000	CP 5 238 710 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	Mme RAHMATOU SADJO épouse MOLUH, Directeur de la Promotion Economique des Jeunes	

2.2.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

La mise en œuvre du Programme 347 au cours de l'année 2017 a été marquée par un certain nombre d'éléments contextuels dont les plus dominants sont liés aux ressources et moyens d'implémentation du Programme, aux facteurs socioéconomiques et politiques influant sur le Programme, et au dispositif de mise en œuvre déployé par le MINJEC.

En effet, l'insuffisance des ressources n'a pas permis un meilleur accomplissement des résultats escomptés. Le programme s'est ainsi réalisé dans un contexte caractérisé par une offre volumineuse, comparée aux capacités très réduites du département ministériel en général

et du Programme en particulier.

Cette importance de la demande indiquant le nombre et sans cesse croissant de jeunes en quête d'insertion est le corollaire de la persistance du chômage, du sous-emploi, et d'un marché de l'emploi très limité et quasi statique, en dépit des initiatives mises en place par l'Etat et les autres intervenants en la matière.

Il est également à relever que certaines difficultés d'insertion qu'éprouvent les jeunes sont dues à une faible employabilité face aux possibilités d'insertion existantes, le faible potentiel entrepreneurial de ceux qui s'orientent vers l'emploi indépendant, et le faible réarmement moral qui explique la faible pérennité de plusieurs initiatives d'insertion des jeunes.

Il convient également de relever le déficit informationnel en matière d'insertion socioéconomique des jeunes, un déficit perceptible à plusieurs niveaux, entre autres l'insuffisante information des jeunes sur les opportunités existantes, l'information qualitativement et quantitativement insuffisante sur l'insertion des jeunes, et la faible visibilité de cette insertion et le caractère parcellaire de l'information y relative, dénotant l'absence d'une véritable synergie entre les initiatives d'insertion socioéconomique en faveur de la jeunesse.

L'on peut à juste titre entrevoir comme une lueur d'espoir dans ce contexte chargé de contrainte, la prescription du Plan Triennal Spécial Jeunes (PTS-Jeunes) par le chef de l'Etat en vue de l'intensification de l'insertion socio-économique des jeunes.

Par ailleurs l'on peut également relever des éléments de contexte relatifs aux migrations, entre autres :

v L'augmentation des flux migratoires aventuristes dont les conséquences sont extrêmement néfastes chez les jeunes ;

v L'appel lancé par le Chef de l'Etat à la diaspora camerounaise pour son intégration nationale et sa participation effective au développement ;

Les retours massifs des jeunes migrants camerounais récupérés dans des zones de transit, et en situation de détresse dans certains pays d'accueil.

2.2.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017

L'objectif du programme 347 pour le 2^e triennat du budget programme au Cameroun correspondant à la période triennale 2016 - 2018, était de contribuer à l'insertion sociale et économique des jeunes en faisant passer de **68 354** à **158 729**, le nombre de jeunes formés dans les structures d'encadrement du MINJEC en vue de leur insertion sociale et économique, et de **23101** à **32 651** le nombre de jeunes insérés dans le tissu économique. Pour ce faire, six actions ont été retenues notamment le développement de l'entrepreneuriat des jeunes, l'accompagnement des jeunes formés dans les structures du MINJEC, l'insertion

socioprofessionnelle, la promotion de l'insertion des jeunes en difficultés, la promotion de la vie associative, la promotion de la participation des jeunes, le développement des structures d'encadrement des jeunes.

Ces différentes actions ont abouti en 2017 à :

- la formation de **47933** jeunes (sur les **36 832** attendus) dans les structures du MINJEC en vue de leur faire acquérir des compétences nécessaires à leur insertion sociale et économique ; soit une performance de **130%** pour l'indicateur y relatif. Le dépassement d'environ 30% se justifie par la mise en œuvre du Projet d'appui à la résilience socio-économique des jeunes des régions septentrionales du Cameroun (PARSE), l'opérationnalisation des incubateurs, le démarrage effectif du PTS jeunes et la densification des activités de participation des jeunes à la lutte contre les fléaux sociaux.

- L'insertion dans le tissu économique de **5753** jeunes (sur une valeur cible de **4083**), soit une performance de 141%, qui s'explique, non seulement par les raisons ci-dessus évoquées, mais aussi par le fait qu'en dehors des allocations budgétaires, le financement des projets des jeunes a bénéficié des remboursements d'anciens bénéficiaires du PAJER-U, ce qui a permis de financer un plus grand nombre de projets.

- La construction de 07 CMPJ, la réhabilitation de 05 CMPJ et l'équipement de 31 CMPJ, faisant ainsi passer le taux de couverture en structures d'encadrement opérationnelles de **16,36%** à **26,50%**, au lieu de **25%** comme envisagé. L'écart de **1,50%** points se justifie par le fait que le MINJEC a opté pour l'équipement de davantage de structures, afin de les rendre plus opérationnelles.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	- 47 933 jeunes formés dans les structures du MINJEC en vue de leur insertion sociale et économique; - 5 753 jeunes issus des structures d'encadrement du MINJEC insérés dans le tissu économique.	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	141	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 5 802 899 846	CP 4 884 079 846
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 354 630 154	Ecart CP 354 630 154
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 4 829 854 601	CP 4 829 854 601
TAUX DE CONSOMMATION	83,23 %	98,89 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	l'accroissement du financement des projets des jeunes à travers les remboursements des crédits d'anciens bénéficiaires du PAJER-U. Ce qui a permis de financer un plus grand nombre de projets.	

PERSPECTIVES 2018	<p>En guise de perspectives pour l'année 2017 plusieurs éléments sont à prendre en ligne de compte notamment la nécessité d'adapter l'allocation des crédits au nombre de structures d'encadrement créées et aux besoins de chaque structure, et celle de disposer du maximum de structures d'encadrement des jeunes fonctionnelles. Il convient de relever par ailleurs qu'une augmentation de l'enveloppe allouée au programme se présente comme une exigence fondamentale.</p> <p>Dans le cadre de la gestion du programme, il convient d'arrimer les indicateurs aux moyens alloués et de spécifier un indicateur du programme en rapport avec le développement des infrastructures d'encadrement de proximité des jeunes.</p>
----------------------	--

2.2.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017

Dans le cadre de la promotion économique des jeunes, la mise en œuvre des actions y relatives a permis d'atteindre les résultats techniques et performances présentées dans les tableaux ci-après :

Action 01 DÉVELOPPEMENT DE L'ENTREPRENEURIAT DES JEUNES										
OBJECTIF	Accroître le nombre d'entreprises créées par les jeunes encadrés par les structures et programmes du MINJEC (PAJER-U, PPEJ, ASCNPD)									
Indicateur	Intitulé:	Nombre d'entreprises créées par les jeunes encadrés dans les structures et programmes du MINJEC							TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 161.61	
	Unité de mesure	nb								
	Année de référence:	2014								
	Valeur de référence:	17627.0								
	Année cible:	2018								
	Valeur Cible	20000.0								
	Réalisation exercice (Résultat technique):	3835 entreprises créées								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE			
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP		
	1 055 330 000	406 510 000	1 038 850 355	390 030 355	385 620 355	385 620 355	37,12 %	98,87 %		
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Les éléments contextuels à relever ici se rapportent à l'accroissement de la demande.									
ACTIVITES MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extrants)	L'activité majeure ici a été le financement des 3835 entreprises des jeunes.									
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	l'accroissement du financement des projets des jeunes à travers les remboursements des crédits d'anciens bénéficiaires du PAJER-U. Ce qui a permis de financer un plus grand nombre de projets.									
Perspectives 2018	En guise de perspectives, il conviendrait de mettre un accent sur le suivi des initiatives des jeunes et le recouvrement des crédits octroyés aux jeunes, pour favoriser l'insertion d'un plus grand nombre.									

Action 02 ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES FORMÉS DANS LES STRUCTURES DU MINJEC À L'INSERTION SOCIOPROFESSIONNELLE								
OBJECTIF	Favoriser l'insertion socioprofessionnelle des jeunes formés dans les structures d'encadrement du MINJEC							
Indicateur	Intitulé:	Nombre de jeunes encadrés et accompagnés par les structures du MINJEC dans un processus d'insertion socioprofessionnelle					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 52.11	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2014						
	Valeur de référence:	15071.0						
	Année cible:	2018						
	Valeur Cible	45736.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	15978 jeunes encadrés et accompagnés						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	3 788 200 000	3 788 200 000	3 734 550 000	3 734 550 000	3 727 288 032	3 727 288 032	99,81 %	99,81 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Les éléments contextuels à relever ici se rapportent à l'accroissement de la demande contrastant avec le faible taux de couverture en structures d'encadrement opérationnelles.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	La formation et l'accompagnement de 15978 jeunes dans les CMPJ, le CENAJES et les stages de vacances.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	L'encadrement des jeunes en vue de leur insertion socioprofessionnelle a connu une performance de l'ordre de 72%, grâce à une plus grande opérationnalité des CMPJ et aux efforts d'encadrement qui y ont été déployés.							
Perspectives 2018	En guise de perspectives, il conviendrait de poursuivre l'opérationnalisation de plus de structures d'encadrement des jeunes la capacitation des ressources humaines.							

Action 04 PROMOTION DE LA VIE ASSOCIATIVE

OBJECTIF	Promouvoir l'esprit associatif en milieu jeune							
Indicateur	Intitulé:	Nombre de jeunes encadrés au sein des organisations de jeunesse accompagnées par le MINJEC					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2014						
	Valeur de référence:	19746.0						
	Année cible:	2018						
	Valeur Cible	27000.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
Indicateur	Intitulé:	Nombre d'organisations de jeunesse accompagnées					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 99.09	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2014						
	Valeur de référence:	6582.0						
	Année cible:	2018						
	Valeur Cible	9000.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	8978 organisations de jeunesse encadrées, dont 2396 nouvelles.						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	40 000 000	40 000 000	30 000 000	30 000 000	30 000 000	30 000 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Préparation et attente du renouvellement des organes de base de l'organisme fédérateur qu'est le Conseil national de la Jeunesse du Cameroun (CNJC).							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	Accompagnement de 8978 organisations de jeunesse							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Le développement et l'encadrement des organisations de jeunesse a été un peu ralenti du fait du non renouvellement des organes dirigeants du CNJC qui étaient prévu et attendu pour 2017.							
Perspectives 2018	Donner une nouvelle impulsion aux activités du CNJC sur le terrain, après le renouvellement de ses organes de base.							

Action 05 PROMOTION DE LA PARTICIPATION DES JEUNES

OBJECTIF	Doter les jeunes de compétences leur permettant de contribuer à la vie de la nation							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de jeunes dotés de compétences et aptes à participer au de développement national				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 106.86	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		8715.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		30000.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		22745					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	515 500 000	515 500 000	240 999 730	240 999 730	240 999 730	240 999 730	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Exposition des jeunes au IST/VIH/SIDA ; développement des comportements à risque chez les jeunes.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	Organisation de campagnes de sensibilisation sur les IST/ VIH / SIDA et formation des pairs éducateurs.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	La performance enregistrée ici est au-dessus des estimations grâce à l'extension des activités de formation et de prévention VIH à d'autres CMPJ, et à la densification des activités de participation des jeunes au développement.							
Perspectives 2018	Poursuivre l'extension de l'action à plusieurs autres structures d'accompagnement sur le territoire national.							

Action 06 DÉVELOPPEMENT DES STRUCTURES D'ENCADREMENT DES JEUNES

OBJECTIF	Porter de 14,1 % à 35 %, le taux de couverture du territoire national en structures d'encadrement opérationnelles disponibles							
Indicateur	Intitulé:		Taux de couverture du territoire national en structures d'encadrement opérationnelles.				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 59.33	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		14.100000381469727					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		35.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):		12.40						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	758 500 000	488 500 000	758 499 761	488 499 761	445 946 484	445 946 484	58,79 %	91,29 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Contexte marqué par une augmentation du besoin d'encadrement extrascolaire des jeunes, contrastant avec le faible taux de couverture en structures d'encadrement opérationnelles.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Construction, réhabilitation et équipement des structures d'encadrement des jeunes (07 CMPJ construits, 05 réhabilités et 31 équipés).							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	L'écart positif observe s'explique par le fait que le MINJEC a opté pour l'équipement de davantage de structures, afin de les rendre plus opérationnelles.							
Perspectives 2018	Il convient de mettre en place un système de recherche de financements additionnels en vue d'améliorer la couverture en structures d'encadrement opérationnelles.							

2017

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.3. PROGRAMME 348

GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL AU MINISTERE DE LA
JEUNESSE ET DE L'EDUCATION CIVIQUE

Responsable du programme

YERIMA Joseph
*Directeur de l'Education Citoyenne, de l'Insertion Sociale, et de la Participation des
Jeunes*

2.3.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Ce programme concourt à la mise en œuvre des programmes opérationnels à travers un appui institutionnel indispensable à leur opérationnalisation et à l'efficacité d'ensemble.

Il traite essentiellement des aspects transversaux des programmes opérationnels, notamment la gestion et le développement des ressources humaines, la gestion et le développement des infrastructures, des équipements de services, le renforcement de la gouvernance, etc.

OBJECTIF	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en oeuvre des programmes	
Indicateur	Intitulé:	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du ministère
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	95.0
	Année de référence:	2014
	Valeur Cible	100.0
	Année cible:	2018
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITÉS DES SERVICES Action 02: ETUDES STRATEGIQUES ET PLANIFICATION Action 03: GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE Action 05: AMÉLIORATION DU CADRE DE TRAVAIL Action 06: DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES Action 07: DÉVELOPPEMENT DES TIC Action 08: CONTRÔLE ET AUDIT INTERNE Action 09: CONSEIL JURIDIQUE Action 10: COMMUNICATION ET RELATION PUBLIQUE Action 11: GESTION DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES	
DOTATIONS INITIALES	AE 3 772 850 000	CP 3 772 850 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	YERIMA Joseph, Directeur de l'Education Citoyenne, de l'Insertion Sociale, et de la Participation des Jeunes	

2.3.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le programme 348 du MINJEC a été exécuté dans l'optique de poursuivre la modernisation des dispositifs de gouvernance des Services publics fondée sur l'amélioration des conditions de travail dans certaines structures, dans un contexte général caractérisé par :

- le manque d'infrastructures adéquates de services;
- le manque d'équipements conséquents ;
- l'instabilité des applications d'exécution budgétaire;
- la question des quotas trimestriels inférieurs à la dotation initiale;
- l'insuffisance de la dotation budgétaire au regard du nouvel organigramme ;

- la mise en œuvre du nouveau Régime Financier de l'Etat;
- la poursuite de la mise en œuvre du nouveau cadre organique ;
- le manque de formation du personnel sur l'appropriation des applications (SIGIPES, PROBMIS, ANTILOPE) et de nouveaux outils de pilotage du Budget Programme;
- l'introduction des nouvelles réformes dans le système de passation des marchés publics.

2.3.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017

Bien que le taux de réalisation technique du programme semble satisfaisant, il cache beaucoup d'insuffisances telles que :

- L'insuffisance criarde de l'enveloppe globale du MINJEC ;
- L'équipement et l'aménagement insignifiant des structures, construction d'une délégation départementale et une autre en cours de construction ;
- La non amélioration du cadre et des conditions de travail du personnel entraînant la non motivation de ces derniers ;
- Saupoudrage dans la répartition des ressources ;

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	97	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	97	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 3 805 961 856	CP 3 805 961 856
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE -33 111 856	Ecart CP -33 111 856
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 3 716 608 536	CP 3 716 608 536
TAUX DE CONSOMMATION	97,65 %	97,65 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	D'une part nous avons la faible dotation de l'enveloppe budgétaire qui implique le saupoudrage dans la répartition des ressources et ne permet pas d'améliorer le cadre et les conditions de travail du personnel, d'autre part on relève le problème de quotas trimestriels non proportionnel à la dotation de base ;	
PERSPECTIVES 2018	-accroissement de la construction, la réhabilitation, l'aménagement et l'équipement des services centraux et déconcentrés du MINJEC ; -poursuite de l'opérationnalisation du nouvel organigramme ; - poursuite de la formation continue du personnel (PPBS, SIGIPES, PROBMIS, ANTILOPE)	

2.3.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017

Bien que le taux de réalisation technique semble satisfaisant, il cache beaucoup d'insuffisances telles que :

- L'équipement et l'aménagement insignifiant des structures, construction d'une délégation départementale et une autre en cours de construction ;
- Saupoudrage dans la répartition des ressources ;
- La non amélioration du cadre et des conditions de travail du personnel ;
- Missions de suivi et d'audit ne couvrant pas les 1/4 de l'étendue du territoire national ;

Action 01 COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITÉS DES SERVICES									
OBJECTIF	Assurer le bon fonctionnement de toutes les structures du Ministère								
Indicateur	Intitulé:	Niveau de mise en place du dispositif de pilotage axé sur la performance						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 70%	
	Unité de mesure	%							
	Année de référence:	2014							
	Valeur de référence:	90.0							
	Année cible:	2018							
	Valeur Cible	100.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):	97							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	596 600 000	596 600 000	672 121 949	672 121 949	671 922 449	671 922 449	99,97 %	99,97 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Cette activité a été mise en œuvre dans un contexte marqué par la mise en œuvre du nouveau cadre organique du MINJEC, ainsi que de la nouvelle réforme des finances publiques et la réduction du train de vie de l'État.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> - Gestion administrative et des sollicitations communes ; - Supervision des activités du département ; - Coordination de l'action des services centraux et déconcentrés. 								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	La chaîne PPBS DU MINJEC a été réactivée est suit au quotidien les activités de préparations et de suivi-évaluation du budget avec l'accompagnement des experts du MINEPAT, MINFI, MINMAP et INS, la chaîne de responsabilité a été déployée jusqu'au niveau des actions ; le système de contrôle de gestion est mis sur pied, la charte ministériel a été élaborée.								
Perspectives 2018	<p>Déployer la chaîne de responsabilité jusqu'au niveau des tâches ;</p> <p>Optimiser la mise en œuvre du système de contrôle de gestion avec l'élaboration de la charte ministérielle et du protocole de gestion des différents programmes</p> <p>Animer le dialogue de gestion dans les programmes</p>								

Action 02 ETUDES STRATEGIQUES ET PLANIFICATION

OBJECTIF	Améliorer la qualité et l'efficacité de la dépense							
Indicateur	Intitulé:		Documents de planification et de programmation produits annuellement dans les délais				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 83,33	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		6.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		18.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		10					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	27 980 000	27 980 000	25 180 000	25 180 000	25 180 000	25 180 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> - Programmes revus et actualisés ; - CDMT élaboré ; Missions de suivi et exécution des projets et programmes effectuées.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> - Implémentation du nouveau Régime Financier de l'État ; - Déploiement progressif de la chaîne PPBS ; 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<ul style="list-style-type: none"> - Accompagnement effectif par les administrations partenaires (MINEPAT/MINFI) ; 							
Perspectives 2018	<ul style="list-style-type: none"> - Activation effective et déploiement des membres de la chaîne PPBS ; Formation des membres de la chaîne PPBS à l'élaboration des différents documents de planification et de programmation et à la maturation des projets.							

Action 03 GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE

OBJECTIF	Assurer une bonne exécution financière des programmes							
Indicateur	Intitulé:		Documents budgétaires et financière produits annuellement				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 83.33	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		6.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		18.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):		10						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	59 910 000	59 910 000	57 117 801	57 117 801	54 325 602	54 325 602	95,11 %	95,11 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> - Implémentation du nouveau Régime Financier de l'État ; - Déploiement progressif de la chaîne PPBS ; Activation de nouvelles structures opérationnelles (PNV, FONIJ, ONJ, PEPCIN)							
ACTIVITES MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> - Programmes revus et actualisés; - CDMT élaborés et RAP en cours d'élaboration ; Missions de suivi et évaluation des projets et programmes effectuées.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<ul style="list-style-type: none"> - Accompagnement effectif des administrations partenaires (MINEPAT/MINFI) ; Maîtrise progressive des exigences du budget programme par les acteurs de la chaîne PPBS							
Perspectives 2018	<ul style="list-style-type: none"> - Poursuite de la sensibilisation et de la formation des membres de la chaîne PPBS à l'élaboration des différents documents de planification et de programmation et à la maturation des projets ; - Révision de la politique Nationale de la jeunesse Réalisation d'une étude sur la prise en compte effective du genre et la cartographie des CMPJ							

Action 05 AMÉLIORATION DU CADRE DE TRAVAIL

OBJECTIF	Doter les services des infrastructures et d'équipements adéquats							
Indicateur	Intitulé:		Proportion de personnel disposant d'un poste de travail fixe				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 45	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		30.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		70.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		18					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	594 554 000	594 554 000	585 327 941	585 327 941	589 639 333	589 639 333	100,74 %	100,74 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Cette action est mise en œuvre dans un contexte de manque d'infrastructures et le délabrement avancé des édifices existants du MINJEC. L'on observe également le sous-équipement des services.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Construction, Aménagement, réhabilitation et équipement des services.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Ce résultat qui semble satisfaisant cache beaucoup d'insuffisances telles que : l'équipement et l'aménagement insignifiant des structures, construction achevée d'une délégation (DDJEC HAUTE-SANAGA) et travaux de construction en cours d'une délégation (DDJEC NDE) sur les 418 ; Travaux en cours de la réhabilitation et extension du bâtiment du MINJEC (ancienne coopération française) Saupoudrage dans la répartition des ressources ;							
Perspectives 2018	Poursuivre les constructions, réhabilitations et équipements des structures. Faire un état de lieu sur le patrimoine mobilier et immobilier du MINJEC							

Action 06 DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

OBJECTIF	Accroître qualitativement les ressources humaines							
Indicateur	Intitulé:		Taux de mise en œuvre du cadre organique au MINJEC				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 61.24	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		49.040000915527344					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		80.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		18,96					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	2 389 500 000	2 389 500 000	2 377 381 178	2 377 381 178	2 300 381 178	2 300 381 178	96,76 %	96,76 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	En phase avec l'intensification de la modernisation de la gestion des ressources humaines, l'action 6 du programme 348 du MINJEC a été mise en œuvre en 2017 dans un environnement marqué par les principaux éléments de poursuite de la fonctionnalité du cadre organique, qui n'obéit plus à sa copie originale.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	Renforcement des capacités des personnels ; Modernisation de la gestion des carrières et des pensions ; Centralisation et mise à jour des fichiers du personnel et de la solde							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<ul style="list-style-type: none"> - <i>L'instabilité des lignes de traitement SIGIPES et ANTILOPE ;</i> - <i>L'Insuffisance de moyen pour la collecte des données sur les terrains ;</i> - <i>Le faible taux de retour des fiches de collecte ;</i> - <i>Le cadre organique désuet.</i> 							
Perspectives 2018	<ul style="list-style-type: none"> - gestion prévisionnels des effectifs par compétences ; - renouvellement du cadre organigramme ; - formation continue du personnel (PPBS, SIGIPES, PROBMIS, GESTION de carrières des pensions et de la Solde, Marchés Publics, WORD, EXCEL, INTERNET,...) ; - augmentation des formations et recyclages du personnel en vue d'attendre les nouveaux objectifs MINJEC - Intensification de l'opération d'assainissement du fichier du personnel et de la solde aux Délégations Régionales et augmentation du nombre des rapports transmis au CISM - augmentation du débit Internet ; - meilleur rangement et archivage des fichiers physiques à l'effet de faciliter la recherche des pièces le moment venu; - maîtrise de la masse salariale par l'intensification de l'assainissement des accessoires soldes perçu par le personnel MINJEC (prime de sujétion et du non logement) ; - effectivité du mandatement des autres accessoires de la solde aux personnels du MINJEC, afin qu'ils soient satisfaits sans se déplacer de leurs lieux de services respectifs ; - Accompagner le personnel retraités ou en voie de la retraite sur le traitement prévisionnels de leurs actes de fin de carrière ; - Dématérialisation de la gestion des ressources humaines au MINJEC - Finalisé l'élaboration du manuel de procédure administratifs au MINJEC; 							

Action 07 DÉVELOPPEMENT DES TIC

OBJECTIF	Optimiser les échanges administratifs entre différentes structures du Ministère							
Indicateur	Intitulé:		Taux de mise en oeuvre du schéma directeur informatique				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 50	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		20.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		80.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):		30						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	9 000 000	9 000 000	7 200 000	7 200 000	7 200 000	7 200 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> - Promotion de l'usage citoyen des réseaux sociaux ; - Intensification de la campagne nationale d'EC. 							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> - Acquisition du matériel informatique ; - Acquisition d'application informatique ; - Sensibilisation du personnel au TIC ; - Lancement de la web TV 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)								
Perspectives 2018	<ul style="list-style-type: none"> - Actualisation du schéma directeur ; - Acquisition du logiciel de gestion du courrier ; - Intensification de la sensibilisation du personnel aux TIC ; - Elaboration de la politique sectorielle de sécurité. 							

Action 08 CONTRÔLE ET AUDIT INTERNE

OBJECTIF	Améliorer le fonctionnement et la performance des services							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de rapports de mission au MINJEC				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 76.47	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		16.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		50.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		26					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	47 400 000	47 400 000	39 499 999	39 499 999	31 599 998	31 599 998	80 %	80 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> - L'évaluation des performances des services ; - Contrôle interne et de l'évaluation du fonctionnement des services et des structures sous-tutelle ; - L'information du Ministre sur la qualité du fonctionnement et du rendement des services ; - L'évaluation de l'application des techniques d'organisation et méthodes ainsi que de la simplification du travail administratif ; <p>Lutte contre la corruption.</p>							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> - Les missions de collecte d'information ; - L'analyse et interprétations des données collectées ; - Audit interne au Conseil National de la Jeunesse ; <p>Audit interne à l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement(ASCNPD).</p>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<ul style="list-style-type: none"> - Présence effective des fonctionnaires aux postes observée ; - Personnels fortement impliqués dans la mise en œuvre des missions du MINJEC ; - Programmes et projets bien exécutés ; - Performances des services et programmes améliorées ; - Dysfonctionnements administratifs réduits ; - Gouvernance améliorée ; - Personnels du MINJEC, des structures rattachées, sous-tutelle et jeunes sensibilisés ; - Les leaders d'opinion impliqués massivement dans la lutte contre la corruption; - Services rendus améliorés ; - Indice de perception de la corruption au MINJEC et en milieu jeune en baisse ; <p>Les actes de corruption en baisse et la gouvernance améliorée.</p>							
Perspectives 2018	<ul style="list-style-type: none"> - Intensifier les missions de contrôle ; - Multiplier les audits dans les structures ; - Vérifier les présences effectives des responsables aux postes ; - Evaluer l'application des circulaires ministérielles dans les services déconcentrés, rattachés et sous-tutelles ; <p>Réduire au maximum les poches de corruption.</p>							

Action 09 CONSEIL JURIDIQUE

OBJECTIF	Veiller au respect des droits et règlements du Ministère							
Indicateur	Intitulé:		Proportion des textes élaborés dans les délais				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		50.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		95.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		95					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	8 000 000	8 000 000	6 400 000	6 400 000	4 800 000	4 800 000	75 %	75 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le conseil juridique a été mené dans un contexte de renouvellement des organes dirigeants du Conseil National de la Jeunesse à travers le territoire national, de la poursuite de la mise en œuvre du PTS-Jeune et la promotion au sein de notre département Ministériel du Bilinguisme et du Multiculturalisme							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	La volonté du Ministre de la Jeunesse et de l'Education Civique de voir passer à la Division des Affaires Juridiques tous les documents soumis à sa signature a eu pour effet de rehausser le nombre de dossiers traités par la Division des Affaires Juridiques (DAJ). Ainsi, la DAJ a accompagné les Directions opérationnelles du MINJEC dans le processus d'élaboration et de production des documents juridiques soumis à la signature du Ministre. La Division a mis en forme et donner des avis juridiques sur des questions relevant du Ministère. Par ailleurs, la DAJ a défendu les intérêts de l'Etat dans certaines procédures pendantes devant les juridictions de la République.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Les fonds mis à la disposition de la DAJ ont permis de mieux encadrer les activités relatives au renouvellement du CNJC ; les Directions techniques opérationnelles portent désormais à la signature du Ministre des documents mieux élaborés ; les documents juridiques produits à la Division sont élaborés dans le respect des canons requis.							
Perspectives 2018	En perspectives, la DAJ envisage intensifier la vulgarisation de la culture juridique au bénéfice du personnel des différents services du MINJEC ainsi que la formation et le renforcement des capacités dudit personnel. En outre, elle envisage l'élaboration d'un recueil des textes juridiques du MINJEC et l'intensification de la sécurisation du patrimoine foncier du MINJEC.							

Action 10 COMMUNICATION ET RELATION PUBLIQUE

OBJECTIF	Accroître la visibilité des actions menées							
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'activité ayant fait l'objet d'une couverture médiatique				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 58.33	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		68.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		80.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		7					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	14 790 000	14 790 000	11 816 988	11 816 988	8 843 976	8 843 976	74,84 %	74,84 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>- La poursuite de l'intensification de la campagne nationale d'éducation civique sur les faits d'incivisme et de civisme ;</p> <p>La prescription du Chef de l'Etat pour la mise sur pied d'un Plan triennal « Spécial-jeunes »</p>							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<p>Au cours de l'année 2017, la Cellule de communication a réalisé plusieurs actions de visibilité sur les activités du ministère de la Jeunesse et de l'Education civique. Il s'agit notamment de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la couverture médiatique des activités institutionnelles du MINJEC, de ses programmes et projets (cérémonie des vœux, Fête de la Jeunesse, 45^e édition de la Fête Nationale, évaluation de la Campagne nationale d'éducation civique ; etc.) - la production et la diffusion des supports de communication, notamment la production de 26 éditions de l'émission radiophonique institutionnelle « Espace Jeunesse » ; et la production d'une plaquette du ministère - l'appui aux structures sous-tutelles et rattachées, ainsi qu'aux programmes et projets en matière d'élaboration et de mise en œuvre de plans de communication spécifiques ; - le suivi et la veille médiatique en matière de communication sur la jeunesse ; - la production et diffusion des publications diverses et autres communiqués dans les médias. - la production et la diffusion de reportages sur les activités du MINJEC, notamment un reportage sur la Journée Internationale du Volontariat 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>Les ressources mises à notre disposition ont permis de mettre en œuvre de manière satisfaisante le plan d'action de la Communication. Ainsi, plusieurs activités ont pu être réalisées. Des actions majeures ont été réalisées, notamment la mise en œuvre du plan de communication sur la célébration de la Journée Internationale du Volontariat, la poursuite de la campagne médiatique contre l'incivisme, la production des microprogrammes audiovisuels sur les faits d'incivisme et de civisme, la création, l'animation et la mise à jour régulière de plusieurs pages internet et réseaux sociaux institutionnels, l'animation et la facilitation de plusieurs événements majeurs du MINJEC.</p> <p>L'écho provoqué au sein de l'opinion publique nationale montre à suffisance l'intérêt que les thématiques du MINJEC suscitent auprès de nos cibles et partenaires un intérêt certain, et encouragent à continuer le plaidoyer pour une meilleure prise en compte des activités de communication et relations publiques dans le budget du ministère.</p> <p>Certes, l'on peut relever quelques insuffisances au niveau de l'enveloppe budgétaire allouée pour cette action, laquelle n'a pas permis de réaliser certaines actions envisagées en l'occurrence la production et la diffusion du Magazine du MINJEC ainsi que de certains visuels dont l'existence devrait contribuer à optimiser la visibilité des missions et activités du secteur jeunesse au sein de l'opinion nationale et internationale.</p>							

Perspectives 2018	<p>Pour l'année prochaine, il est prévu la mise en œuvre de grandes actions de communication autour de :</p> <ul style="list-style-type: none">- La poursuite de l'intensification de la campagne médiatique sur les faits de l'incivisme et du civisme ;- L'intensification de la production et diffusion des microprogrammes d'éducation civique- La communication autour des programmes et projets du Plan Triennal « Spécial-Jeunes » ;- L'élaboration et le développement d'une nouvelle stratégie de communication au MINJEC ;- La relance de la production du Magazine du MINJEC, mais aussi la poursuite de l'accompagnement des programmes, projets et structures du MINJEC en matière de mise en œuvre des actions de communication et de marketing média ; <p>La création d'une chaîne de télévision online</p>
-------------------	--

Action 11 GESTION DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES

OBJECTIF	Améliorer la gestion des ressources documentaires							
Indicateur	Intitulé:		Proportion de services disposant d'un système d'archivage fonctionnel				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 20	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		0.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		30.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		6					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	25 116 000	25 116 000	23 916 000	23 916 000	22 716 000	22 716 000	94,98 %	94,98 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>L'action gestion des ressources documentaire s'exécute dans l'optique de poursuivre la modernisation des dispositifs de gouvernance des services publics fondée sur l'amélioration des conditions de travail dans certaines structures, dans un contexte général caractérisé par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le manque d'infrastructures adéquates de services ; - le manque d'équipements conséquents. 							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none"> - Descentes de sensibilisation et de formation sur la gestion documentaire auprès des structures déconcentrées. - Suivi des activités de production documentaire. Production des supports.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Le CNPDDJ ne dispose pas encore du matériel de production ce qui justifie la faible production documentaire.							
Perspectives 2018	Acquérir le matériel de production.							

3. BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES

Le bilan de mise en œuvre du PPA 2017 du Ministère de la Jeunesse et de l'éducation Civique permet non seulement d'opérer un rapprochement des résultats obtenus avec l'objectif stratégique du département, mais aussi d'entrevoir des perspectives à court et à moyen terme, eu égard aux leçons apprises. De manière générale, le passage du triennat 2016-2018 au triennat 2019-2021 et la sixième année de mise en œuvre de l'organigramme dans un contexte de budget programme aura permis au Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique de prendre une meilleure mesure de l'effort à entreprendre pour parvenir à une véritable autonomisation des jeunes, un réarmement moral des populations pour un vivre ensemble harmonieux. Les premiers résultats obtenus de la mise en œuvre des différents programmes étant mitigés, des corrections profondes méritent d'être apportées à la formulation des objectifs, des actions et des indicateurs ; le but étant d'obtenir les dotations budgétaires qui tiennent compte des nouvelles missions du Ministère de la Jeunesse et de l'éducation Civique.

3.1. RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE

Dans l'optique de réaliser la contribution attendue du sous-secteur « Jeunesse et Education Civique » et en vue d'atteindre les objectifs du DSCE, le Ministère de la Jeunesse et de l'éducation Civique s'est fixé comme objectif stratégique : « ***promouvoir l'autonomisation des jeunes, l'éducation civique et l'intégration nationale*** ».

Pour l'atteinte de cet objectif, les priorités ont été axées sur la mise en œuvre cohérente et intégrée d'un certain nombre de projets et de politiques publiques en relation avec les missions du Ministère notamment:

- La mise en œuvre du PTS-jeunes ;
- La promotion de l'éducation civique et de l'intégration nationale à travers la poursuite de l'intensification de la campagne nationale d'éducation civique et d'intégration nationale dont le Projet d'Education Populaire, Civique et d'intégration Nationale (PEPCIN) assurera la pérennité ;
- La promotion de l'insertion socio-économique des jeunes ;
- L'opérationnalisation des comités régionaux, départementaux et d'arrondissement d'éducation civique et d'intégration nationale avec la création et l'animation des clubs d'éducation civique et d'intégration nationale à tous les niveaux ;
- La formation des médiateurs communautaires sur l'ensemble du territoire ;

L'appréciation de la performance globale du département ne peut se faire qu'au regard du rendement obtenu sur chacune de ces politiques publiques.

Promotion de l'éducation civique et de l'intégration nationale L'objectif de cet axe était de porter de 1 655 805 à 10 500 000 le nombre de jeunes et d'adultes dotés de valeurs citoyennes, de connaissances et de compétences nécessaires à leur pleine participation au

développement jusqu'en 2019.

Au titre de l'exercice 2017, cet axe a atteint le chiffre de 2 725 927, valeur cumulée DE 2016 et 2017, de jeunes et adultes formés aux valeurs citoyennes par les directions techniques opérationnelles, l'ASCNPD et les projets opérationnels (PEPCIN, PNV). Cette performance a été possible grâce aux activités de grande mobilisation.

En clair, on est en droit de dire que les résultats obtenus concourent à la réalisation de l'objectif stratégique du Ministère de la Jeunesse et de l'éducation Civique.

Promotion de l'insertion socioéconomique des jeunes:

Dans le cadre du triennat en cours, la stratégie mise en place par le MINJEC en matière d'insertion socioéconomique des jeunes vise à intensifier les actions en faveur de l'insertion sociale et économique des jeunes, et à développer des actions susceptibles d'atteindre le maximum de jeunes en quête d'emploi ou d'auto-emploi.

Pour ce faire, le MINJEC a fondé sa stratégie en ce qui concerne notamment le programme 347 sur deux principaux piliers à savoir la formation et l'accompagnement des jeunes.

Faisant suite à la mobilisation des jeunes dans leurs différentes zones de résidence, la formation permet aux jeunes d'acquérir des compétences (savoir, savoir-faire et savoir-être) leur permettant de résoudre les problèmes auxquels ils font face et de s'insérer dans leur milieu de vie. L'accompagnement consiste à encadrer les jeunes formés ou ayant des acquis à faire valoir, dans l'élaboration et la mise en place de leurs projets entrepreneuriaux ou de leurs projets professionnels. L'intérêt ultime étant de favoriser leur contribution au développement.

Suivant cette logique six actions ont été identifiées à savoir :

1. Le développement de l'entrepreneuriat des jeunes ;
2. L'accompagnement des jeunes formés dans les structures du MINJEC à l'insertion socioprofessionnelle ;
3. La promotion de l'insertion sociale des jeunes en difficulté ;
4. La promotion de la vie associative ;
5. La promotion de la participation des jeunes ;
6. Le développement des structures d'encadrement des jeunes.

La mise en place de ces actions pour l'exercice 2017 a permis d'atteindre les principaux résultats ci-après :

- la formation de **47933** jeunes dans les structures du MINJEC en vue de leur faire acquérir des compétences nécessaires à leur insertion sociale et économique.
- L'insertion dans le tissu économique de **5753** jeunes.
- 7586 jeunes encadrés dans les activités d'amélioration de leurs capacités dans les processus de prise de décision.

- 8978 organisations de jeunesse accompagnées.
- La construction de 07 CMPJ, la réhabilitation de 05 CMPJ et l'équipement de 31 CMPJ.

3.2. LEÇONS APPRISES

La mise en œuvre de l'ensemble des programmes du Ministère a révélé une formulation peu porteuse des objectifs, des actions et des indicateurs

- Le budget programme étant une construction permanente, la cuvée 2016 – 2018 des programmes a montré que des aménagements profonds doivent être opérés dans la présentation des programmes, le contenu des actions et la définition des indicateurs ;
- Il existe un besoin d'harmonisation de certains éléments de programmes, afin d'éviter par exemple d'avoir des indicateurs différents pour renseigner une même réalité, ou d'avoir des libellés d'actions différents donnant l'impression de traiter des réalités différentes ou de présenter de façon agrégée les données différentes par nature.

La mise en place d'une base de données, ou d'un répertoire des indicateurs permettrait de régler en partie ce problème ;

Bien choisir les indicateurs permet de mieux renseigner sur les performances réalisées. Un mauvais choix d'indicateur oblige à s'écarter de la réalité exprimée par les activités menées au sein d'une action précise. Il faudrait un meilleur accompagnement dans la formulation des indicateurs compte tenu de la spécificité du secteur social dont les données se prêtent difficilement à la quantification.

3.3. PERSPECTIVES 2018

- veiller à la cohérence interne des programmes au moment de leur élaboration pour l'atteinte optimale de l'objectif stratégique du ministère ;
- renforcer la coordination opérationnelle des actions d'un programme et celle des activités d'une action, pour améliorer la qualité des résultats de chaque programme ;
- revoir les objectifs, les actions et les indicateurs, pour plus de pertinence dans le suivi des performances d'un programme et de ses actions ;
- mettre en place un système de collecte des données statistiques permettant de mieux renseigner les indicateurs ;
- solliciter une dotation budgétaire permettant de faire fonctionner toutes les structures engendrées par le nouvel organigramme du Ministère de la Jeunesse et de l'éducation Civique ;
- accroître la dotation allouée à l'insertion socioéconomique des jeunes (PAJER-U/PIFMAS) compte tenu de l'importance stratégique de cet axe (DSCE) ;
- renforcer le processus de déconcentration de gestion de la solde et des pensions (*transmission des Etats de Somme Due et saisie et validation des ESD, logement et avancement*)
- La mise en œuvre de la campagne nationale d'éducation civique et d'intégration

nationale par les services centraux et déconcentrés du MINJEC ;

- Campagne médiatique sur l'éducation civique et l'intégration nationale (les symboles, emblèmes et institutions de la République, les valeurs...) ;
- Accompagnement à la création des clubs d'éducation civique et d'intégration nationale en milieu scolaire, extrascolaire et universitaire ;
- Campagne d'éducation civique en milieu scolaire (jeux FENASSCO) ;
- Suivi de la mise en œuvre des résolutions et recommandations du colloque international sur l'éducation civique et l'intégration nationale dans les régions ;
- la conception et la production des supports de sensibilisation en prélude à la campagne nationale d'éducation civique ;
- la mise en œuvre de la Stratégie Camerounaise de l'Intégration Nationale ;
- l'organisation d'une rencontre des services centraux et déconcentrés du MINJEC en vue d'harmoniser les méthodes d'intervention des responsables sur les questions d'éducation civique et d'intégration nationale.